



Chiffres clés 2007

Brevets

Sommaire :

- Les trois voies de dépôts
- Comparaisons internationales
- Les inventions d'origine française
- La voie nationale
- Annexes

Juillet 2008

Les trois voies de dépôts

L'obtention d'un brevet nécessite l'accomplissement de formalités de dépôt. Un brevet peut être obtenu par une procédure nationale qui aboutit à un brevet national. Il peut aussi être obtenu par une procédure "régionale" ou internationale qui aboutit à un ensemble de brevets nationaux. Des arrangements entre Etats visent en effet à remplacer plusieurs formalités de dépôt par une seule. Chacun des pays désignés traite ensuite la demande selon sa législation nationale.

La Convention de Paris donne aux inventeurs un délai de priorité d'un an, à partir du premier dépôt, pour procéder aux extensions. Le droit de priorité fait remonter la date de la deuxième demande (appelée "demande sous priorité") à la date de la première demande.

- **La voie nationale : les dépôts des personnes morales françaises sont en croissance**

La mise en place du brevet européen à partir de 1976 a engendré un déclin des dépôts par la voie nationale en France et dans tous les pays européens. Finalement, en France (comme en Allemagne et au Royaume-Uni), les dépôts par la voie nationale se sont stabilisés et, après 1982, sont repartis sur la base d'une croissance modérée jusque 2004. Ils sont restés pratiquement stables en 2006 et 2007.

Cette stabilité est la résultante de 2 mouvements opposés : la croissance des personnes morales françaises (entreprises, centres de recherche), la baisse des dépôts des inventeurs indépendants et des personnes morales étrangères.

Les dépôts de brevets par la voie nationale - source INPI/OPI 2008

| Année de dépôt | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evol. 06/07 |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Dépôts par la voie nationale | 16 858 | 17 291 | 17 275 | 17 245 | 17 107 | -0,8% |
| dont déposants français | 13 517 | 14 230 | 14 327 | 14 528 | 14 722 | 1,3% |
| Personnes morales françaises | 10 242 | 11 001 | 11 319 | 11 694 | 12 086 | 3,4% |
| Personnes physiques françaises | 3 275 | 3 229 | 3 008 | 2 834 | 2 636 | -7,0% |
| dont déposants étrangers | 3 341 | 3 061 | 2 948 | 2 717 | 2 385 | -12,2% |
| Personnes morales étrangères | 3 029 | 2 794 | 2 671 | 2 463 | 2 133 | -13,4% |
| Personnes physiques étrangères | 312 | 267 | 277 | 254 | 252 | -0,8% |
| Total personnes morales | 13 271 | 13 795 | 13 990 | 14 157 | 14 219 | 0,4% |
| Total personnes physiques | 3 587 | 3 496 | 3 285 | 3 088 | 2 888 | -6,5% |

En effet, pour obtenir la protection par brevet en France, les entreprises étrangères ont pris progressivement l'habitude de délaisser la voie nationale française et d'utiliser la voie européenne, c'est-à-dire de déposer la demande auprès de l'Office européen des brevets et, une fois le brevet européen délivré, de faire valider le titre en France.

Il reste un nombre significatif de demandes de brevet national déposées à l'INPI par des entreprises étrangères sous priorité d'une première demande effectuée dans leur pays d'origine. Cette stratégie est par exemple mise en œuvre par des entreprises qui souhaitent obtenir rapidement la protection en France ou qui, pour certaines inventions (par exemple dans l'électronique grand public ou l'automobile), ne jugent pas utile d'être protégées dans de nombreux pays européens : il leur suffit de « bloquer » les principaux marchés, dont la France.

Les demandes des personnes morales françaises par la voie nationale sont depuis 1983 en croissance, celle-ci n'ayant connu que deux interruptions sous l'effet de la conjoncture économique : en 1994 et en 2001-2002. En 2007, le nombre de ces demandes a augmenté de 3,4% par rapport à 2006.

Cette évolution positive en longue période est imputable à la fois à la réduction des redevances (pour les PME et les organismes à but non lucratifs) et à la politique active de sensibilisation menée par les pouvoirs publics, et en particulier par l'INPI.

▪ La voie européenne

La voie européenne est régie par la Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 et gérée par l'Office européen des brevets (OEB). Le dépôt européen permet d'obtenir un brevet européen pour tous les pays désignés parmi les 34 possibles¹, à partir d'un seul dépôt (rédigé en français, en anglais ou en allemand) et par une seule procédure. Ce brevet européen sera ensuite éclaté en autant de brevets nationaux que de pays désignés.

Les demandes européennes sont de deux types : demandes euro-PCT et demandes euro-directes :

- une demande euro-PCT est une demande de brevet internationale selon la procédure gérée par l'OMPI et contenant une désignation européenne en vue d'une protection d'un pays comme la France par exemple. Une proportion importante des demandes euro-PCT sont abandonnées à un stade précoce de la procédure internationale.

- une demande euro-directe est une demande qui entre directement à l'OEB sans passer par la voie PCT : ce peut être une demande déposée directement à l'OEB ou une demande sous priorité.

On appelle demandes européennes entrées en phase régionale l'ensemble des demandes euro-PCT et euro-directes qui sont entrées réellement dans le processus de délivrance d'un brevet européen. La France est désignée dans la quasi-totalité de ces demandes.

Pour d'autres ventilations des demandes européennes, cf. Rapports annuels de l'OEB (www.epo.org).

Evolution des demandes européennes déposées et des demandes euro-PCT entrées en phase régionale – source Rapport annuel de l'OEB 2007

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evol. 06/07 |
|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|----------------|
| Total | 116 832 | 123 766 | 128 725 | 135 429 | 140 725 | 3,9% |
| dont euro-directs | 55 325 | 58 529 | 60 783 | 61 133 | 62 119 | 1,6% |
| dont euro-PCT | 61 507 | 65 237 | 67 942 | 74 296 | 78 606 | 5,8% |

¹La Croatie et la Norvège ont rejoint l'Organisation européenne des brevets le 1^{er} janvier 2008.

Principales origines* des demandes européennes déposées et des demandes euro-PCT entrées en phase régionale – source Rapport annuel de l'OEB 2007

| Origine des demandes | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Allemagne | 22 701 | 23 044 | 23 789 | 24 806 | 25 176 |
| France | 7 431 | 8 079 | 8 034 | 8 051 | 8 328 |
| % | 6,4% | 6,5% | 6,2% | 5,9% | 5,9% |
| Pays-Bas | 6 459 | 6 974 | 7 799 | 7 360 | 6 999 |
| Royaume-Uni | 4 843 | 4 791 | 4 649 | 4 722 | 4 979 |
| Italie | 3 676 | 3 998 | 4 199 | 4 173 | 4 392 |
| Suède | 2 562 | 2 429 | 2 486 | 2 548 | 2 733 |
| Finlande | 1 480 | 1 608 | 1 514 | 1 674 | 2 045 |
| Suisse | 4 180 | 4 663 | 5 027 | 5 503 | 5 855 |
| Etats-Unis | 31 863 | 32 625 | 32 738 | 34 794 | 35 588 |
| Japon | 18 534 | 20 584 | 21 461 | 22 144 | 22 887 |

*Dans son rapport annuel, l'OEB repère l'origine en fonction de l'adresse des déposants.

Remarque : Dans le rapport, l'OEB met à jour les totaux des années antérieures mais pas les répartitions.

Dans le cadre de la procédure européenne, il est possible de désigner un grand nombre de pays (ou même tous les pays membres de l'OEB) au départ et de valider ultérieurement ces choix, en ne retenant finalement que les pays pour lesquels on désire réellement une protection. Cette validation intervient au moment où le brevet européen est délivré, c'est-à-dire dans la pratique 3 à 5 ans plus tard.

En pratique, une fois délivré, et pour être valide sur le territoire français, un brevet européen désignant la France devait faire l'objet d'une remise de traduction à l'INPI, si la demande n'avait pas été rédigée en français. A compter du 1^{er} mai 2008, en raison de l'entrée en vigueur du Protocole de Londres en France, la remise de traduction en français de la description, n'est plus exigée, dès lors qu'elle a été fournie dans une des trois langues officielles de l'OEB (allemand, anglais, français). Les revendications sont toujours disponibles dans ces trois langues officielles.

Evolution des délivrances de brevets européens - source Rapport annuel de l'OEB 2007 pour les totaux

| Année de délivrance | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evol 06/07 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Délivrances | 59 989 | 58 730 | 53 256 | 62 777 | 54 699 | -12,9% |
| dont par des Français | 4 905 | 4 366 | 3 740 | 4 499 | 3 980 | -11,5% |

▪ La voie internationale

La procédure internationale (PCT), gérée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), est une procédure de dépôt d'une demande de brevet par une seule démarche auprès de pays choisis parmi près de 140 susceptibles d'être désignés, sans devoir initialement remettre de traduction de la demande ni payer de taxes nationales.

La phase d'instruction internationale commune est suivie par une procédure auprès de chacun des pays désignés. Lorsqu'un pays de l'OEB est désigné (par exemple la France), le dépôt entre dans le système européen des brevets.

Pour beaucoup de déposants, la procédure PCT est devenue le moyen privilégié de déposer à l'étranger car il permet de retarder les procédures nationales. En effet l'intérêt de la voie PCT, réside dans la possibilité d'attendre jusqu'à 30 mois avant de rentrer dans les phases nationales où il faut confirmer les désignations par le paiement des taxes propres à chaque pays. Elle permet donc au déposant de confirmer ou non les désignations initiales sur la base d'une meilleure appréciation de la concurrence, des marchés et de la valeur économique de la demande de brevet.

Depuis le 1er janvier 2004, ces désignations sont devenues automatiques. Dans la pratique, nombre de ces désignations ne seront pas confirmées : elles correspondent donc à des demandes que l'on pourrait qualifier de «virtuelles». Lorsqu'elle est confirmée, la demande désignant la France va entrer en phase régionale dans le système OEB (cf. les demandes euro-PCT dans le paragraphe 2) : elle débouchera sur la délivrance d'un brevet européen.

Les dépôts à l'OMPI ont connu une croissance très forte depuis la mise en place du système PCT en 1978. Il faut y voir d'abord l'effet du phénomène de mondialisation, qui fait que les déposants recherchent la protection du brevet dans un nombre croissant de pays. La croissance des dépôts a également été stimulée par un flux constant d'adhésions de nouveaux Etats membres et par les décisions successives de réduction des taxes de désignation.

Evolution par principales origines* des dépôts de brevet par la voie internationale - source OMPI, Le système international des brevets en 2007 - Revue annuelle du PCT 24 avril 2008

| Origine des dépôts | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evol. 06/07 |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Etats-Unis | 41 031 | 43 351 | 46 809 | 51 241 | 53 147 | 3,7% |
| Japon | 17 414 | 20 264 | 24 869 | 27 022 | 27 732 | 2,6% |
| Allemagne | 14 662 | 15 214 | 15 984 | 16 728 | 17 889 | 6,9% |
| République de Corée | 2 949 | 3 558 | 4 688 | 5 945 | 7 066 | 18,9% |
| France | 5 171 | 5 184 | 5 748 | 6 243 | 6 523 | 4,5% |
| % | 4,5% | 4,2% | 4,2% | 4,2% | 4,1% | |
| Royaume-Uni | 5 206 | 5 027 | 5 084 | 5 091 | 5 610 | 10,2% |
| Chine | 1 295 | 1 706 | 2 503 | 3 949 | 5 470 | 38,5% |
| Pays-Bas | 4 479 | 4 284 | 4 500 | 4 534 | 4 165 | -8,1% |
| Suisse | 2 861 | 2 898 | 3 291 | 3 600 | 3 728 | 3,6% |
| Suède | 2 612 | 2 851 | 2 883 | 3 323 | 3 646 | 9,7% |
| ... | | | | | | |
| Total | 115 202 | 122 629 | 136 733 | 149 582 | 158 400 | 5,9% |

* L'OMPI repère l'origine en fonction de l'adresse du déposant

Comparaisons internationales

■ Positionnement de la France

Cinquième pays au monde pour les dépenses de R&D¹, la France est 4^{ème} pour le nombre de dépôts de brevets, si l'on prend pour base de comparaison les brevets « triadiques »² ou les brevets européens. En 2007, la France est en 5^{ème} position, devancée par la Corée, pour les dépôts par la voie internationale PCT. Le seul pays européen à la devancer est l'Allemagne, le Royaume-Uni se situant derrière la France sur ces indicateurs.

Cependant, au sein de l'Union européenne, la part de la France dans le système du brevet européen qui a été légèrement, mais clairement, déclinante après 1991, connaît une petite remontée sur la période 2000-2005 (graphique page suivante).

On peut encore noter que la France représente 17,6% des dépenses de R&D européennes en 2005, mais seulement 15,4% des dépôts de brevets européens originaires de l'UE. Il y a donc un déficit structurel de la position « brevets » de la France, qui reflète sans doute une moindre sensibilisation des entreprises françaises aux enjeux de la propriété industrielle. La part de la recherche publique dans les dépenses totales de R&D est relativement élevée en France, ce qui contribue également à cet écart. En effet la recherche publique est, par nature, moins proche des applications que la recherche privée, avec pour conséquence une moindre propension à breveter. En France, la part de la dépense intérieure de R&D financée par l'Etat atteignait 37,6% en 2004, contre 30,5% en Allemagne et 32,9% au Royaume-Uni (OCDE – base de données MSTI, mai 2007).

L'Allemagne³ a une position « brevets » (42,0%) nettement supérieure à sa position R&D (27,2%). Le Royaume-Uni se trouve dans une situation comparable à celle de la France.

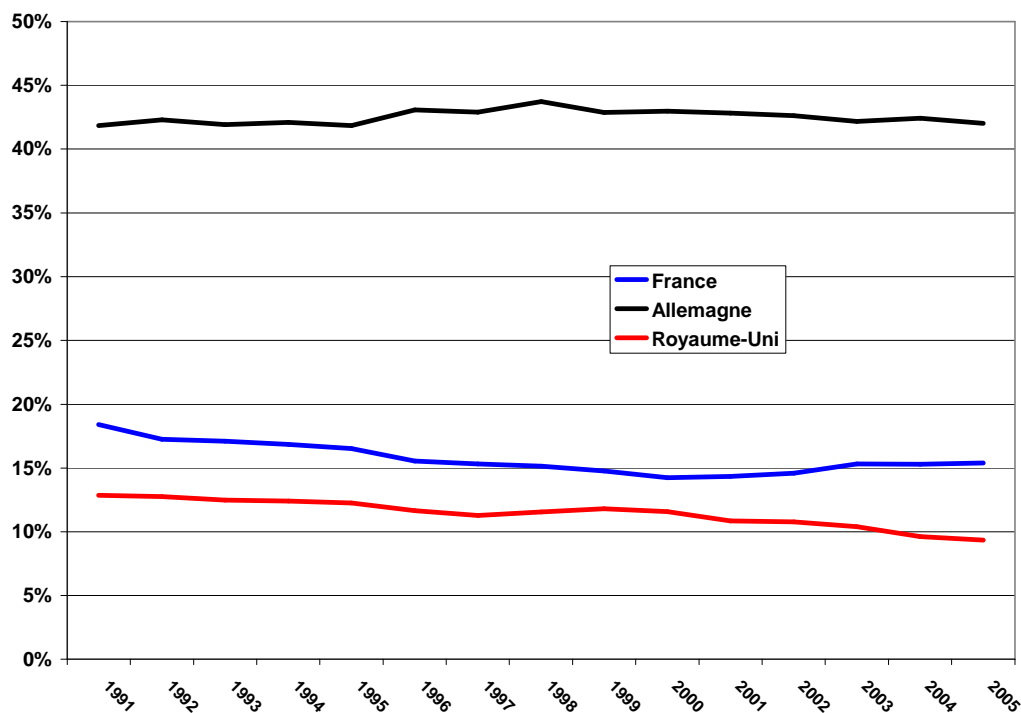
¹ Derrière, dans l'ordre, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et l'Allemagne (données 2007 – source OCDE 2008).

² Une famille de brevets correspond à des demandes ayant pour origine le même premier dépôt et déposées auprès de plusieurs Offices pour protéger la même invention. On parle de famille « triadique » lorsque la famille comprend des demandes faites auprès des 3 grands Offices : européen (OEB), américain (USPTO) et japonais. Les brevets triadiques correspondent donc à des brevets de valeur supérieure à la moyenne. Pour les statistiques sur les brevets triadiques, la source est le Compendium OCDE, qui réunit les dernières données internationales comparables, avec des principes méthodologiques clairs. L'année de dépôt 2005 est la dernière année disponible. Toutes les statistiques de ce document ont été établies à partir de demandes publiées, sauf celles du brevet américain qui concernent des brevets délivrés. Elles sont basées sur le pays de résidence de l'inventeur, l'année de priorité et des comptages fractionnaires.

³ La performance de l'Allemagne paraît remarquable, mais elle est cependant controversée. Les spécialistes des entreprises font en effet valoir que le nombre des dépôts d'origine allemande est artificiellement gonflé par l'effet de la loi sur la rémunération des inventeurs salariés. Si l'entreprise ne dépose pas le brevet, l'inventeur salarié peut déposer lui-même et en revendiquer la propriété. Il en est de même pour les extensions : une entreprise allemande tendra donc à être beaucoup moins sélective dans ses dépôts qu'une entreprise française ou britannique. Cependant le différentiel entre la position R&D de l'Allemagne et sa position brevets est trop important pour être imputable au seul effet des dispositions sur la rémunération des inventions de salariés.

Demandes européennes (en % des demandes de l'UE)

demandes euro-directes et euro-PCT entrées en phase régionale, par année de priorité et selon la résidence de l'inventeur (Source : Compendium OCDE)



Brevets et R&D : Part de la France (en % de l'UE-25) - demandes publiées - source : OCDE

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| brevets triadiques | 15,3% | 16,2% | 16,4% | 16,4% | 16,4% |
| brevets européens | 14,3% | 14,6% | 15,3% | 15,3% | 15,4% |
| brevets américains | 13,7% | 13,6% | 13,9% | 13,7% | 13,6% |
| dépenses de R&D | 18,8% | 18,8% | 17,6% | 17,7% | 17,6% |

Remarque : en toute rigueur, il faudrait prendre en compte le fait que le dépôt de brevet est effectué avec un certain décalage temporel par rapport à l'exécution des dépenses de R&D. Ici les brevets sont mis en comparaison avec les dépenses de la même année.

Demandes d'origine française dans différentes procédures – sources : OEB- suivi statistique, OMPI, USPTO – comptabilisation selon la résidence du déposant

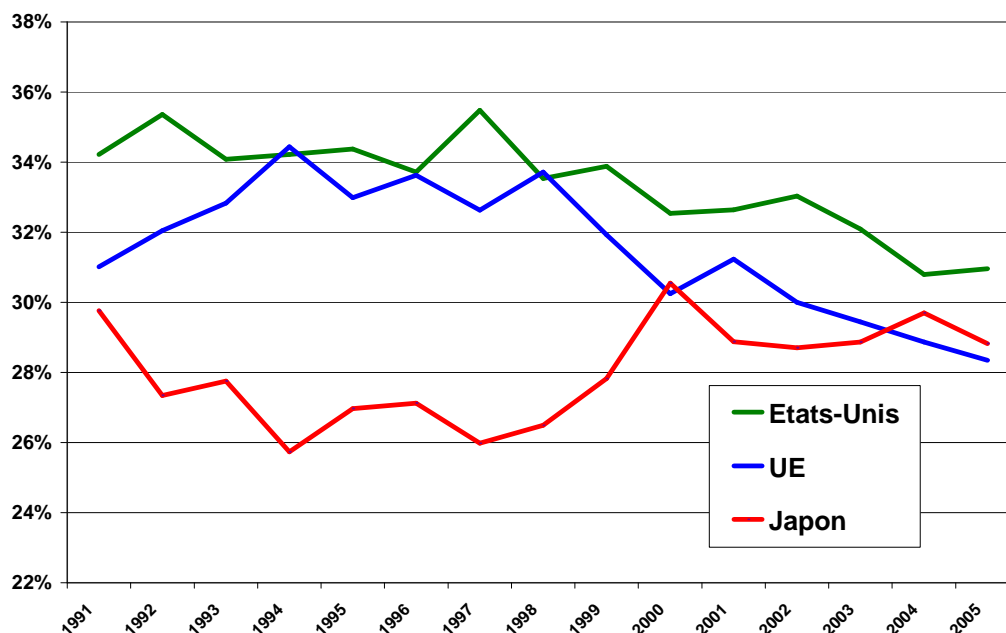
| Année de dépôt | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|------------------------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|
| demandes européennes * | 8 842 | 8 682 | 9 630 | 10 097 | 10 268 | ND |
| demandes PCT | 5 089 | 5 171 | 5 184 | 5 748 | 6 242 | 6 370 |
| demandes à l'USPTO | 6 825 | 6 603 | 6 813 | 6 972 | 7 176 | ND |

*demandes euro-directes et euro-PCT en phase internationale

■ Comparaison des 3 grands blocs

Près de 53 000 brevets « triadiques » ont été déposés en 2005, soit une croissance moyenne de 4,2% par an sur les 10 dernières années (on observe toutefois une décélération depuis 2001). Ces derniers résultats disponibles placent les Etats-Unis en tête pour le nombre de brevets triadiques : 31,1% du total, devant le Japon (28,4%) et l'Union européenne (28,8%). Presque rattrapés en 1996 par l'UE-25, les Etats-Unis ont repris un avantage significatif. La performance du Japon, malgré une baisse lors de la dernière décennie, reste remarquable relativement à sa taille.

Brevets triadiques (en % du total mondial) - source OCDE



Les inventions d'origine française

Le tableau suivant propose un indicateur qui cherche à recenser les inventions d'origine française, c'est-à-dire les inventions issues d'une recherche effectuée sur le territoire français quelle que soit la nationalité du déposant. Ces inventions d'origine française correspondent, pour une année donnée, aux premiers dépôts de brevet, quelle que soit la voie de dépôt de cette demande initiale. Elles sont repérées par l'adresse de résidence de l'inventeur. Le calcul est effectué à partir des seules demandes de brevets publiées. Les données résultent d'un comptage fractionnaire c'est-à-dire qu'en cas de co-dépôts, on attribue une part fractionnaire du dépôt à chacune des nationalités.

Le tableau ci-dessous illustre les évolutions 1998-2004 dans l'utilisation des différentes voies de dépôts pour les inventions d'origine française. L'année de priorité 2004 est la dernière année disponible à la date de rédaction du document.

En 2004, près de 13% des inventions d'origine française ont fait l'objet d'une demande de brevet par une voie de dépôt autre que la voie nationale française. Cette proportion était de 8,6% en 1998. En d'autres termes, la proportion d'inventions d'origine française dont le premier dépôt est effectué auprès de l'INPI baisse régulièrement. Les premiers dépôts auprès de l'INPI ont néanmoins progressé de 4,8% en 2004 après plusieurs années de stagnation tandis que, à l'inverse, le nombre de premiers dépôts auprès de l'OEB semble se stabiliser. Au total le nombre des inventions d'origine française a progressé de 5,4% en 2004.

Les inventions d'origine* française - source INPI/OPI 2008

| voie de dépôt de la demande initiale | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | évolution 2003/2004 |
|-------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|
| INPI | 11 705 | 11 917 | 12 196 | 12 153 | 12 110 | 12 110 | 12 688 | 4,8% |
| OEB | 425 | 481 | 541 | 557 | 625 | 794 | 804 | 1,3% |
| Office américain (USPTO) | 202 | 269 | 294 | 342 | 339 | 319 | 396 | 24,1% |
| PCT | 129 | 134 | 156 | 145 | 181 | 210 | 276 | 31,4% |
| Office allemand (DPMA) | 121 | 192 | 177 | 165 | 169 | 179 | 193 | 7,8% |
| Office britannique (UK PO) | 114 | 109 | 108 | 114 | 126 | 125 | 109 | -12,8% |
| Autres offices nationaux | 108 | 109 | 97 | 88 | 102 | 93 | 111 | 19,4% |
| Total des inventions d'origine française | 12 804 | 13 210 | 13 569 | 13 562 | 13 652 | 13 831 | 14 577 | 1,3% |

| Evolution du nombre total d'inventions | 98/99 | 99/00 | 00/01 | 01/02 | 02/03 | 03/04 |
|----------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| d'origine française | 3,2% | 2,7% | -0,1% | 0,7% | 1,3% | 5,4% |

*L'origine est repérée selon l'adresse des inventeurs

La voie nationale

Le brevet français confère une protection de 20 ans sur le territoire national, à partir de la date de dépôt. La procédure de délivrance est effectuée par l'INPI.

Une fois la demande déposée, le déposant dispose d'une priorité de 12 mois pour étendre la protection en Europe ou à l'international, tout en gardant le bénéfice du premier déposant.

C'est la date du dépôt qui enclenche la protection. Une fois le dépôt effectué et l'autorisation de divulgation de la défense nationale accordée, le déposant peut divulguer son invention sans craindre qu'un concurrent ne puisse l'exploiter librement.

Les demandes de dépôt sont publiées 18 mois plus tard dans le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI).

Le tableau ci-dessous est établi sur la base d'un comptage fractionnaire : pour la répartition déposants français/dépôts étrangers, on attribue une part fractionnaire du dépôt à chacune des nationalités. La nationalité est ici celle du déposant, selon l'adresse indiquée sur la demande de brevet.

En France comme dans la plupart des pays, la voie nationale est majoritairement utilisée par les déposants nationaux. Ceux-ci représentent 80% des dépôts effectués à l'INPI. Les entreprises françaises utilisent souvent la procédure nationale comme première étape, afin d'obtenir, avant l'expiration du délai de priorité, le rapport de recherche établi par l'Office européen des brevets (OEB) qui leur permet d'apprécier la pertinence d'une extension de leur brevet à l'étranger.

Tout brevet déposé ne débouche pas nécessairement sur une délivrance. Le tableau présente l'évolution des délivrances de brevets français. En moyenne, les délivrances interviennent entre 24 et 30 mois après le dépôt (cf. page 20).

Dépôts, publication, délivrances par la voie nationale – source INPI/OPI 2008

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evol. 06/07 |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Dépôts | 16 858 | 17 291 | 17 275 | 17 245 | 17 107 | -0,8% |
| dont déposants français | 13 517 | 14 230 | 14 327 | 14 528 | 14 722 | 1,3% |
| dont déposants étrangers | 3 341 | 3 061 | 2 948 | 2 717 | 2 385 | -12,2% |
| Publications | 14 838 | 15 380 | 15 438 | 15 273 | 15 121 | -1,0% |
| origine française | 11 669 | 12 126 | 12 459 | 12 545 | 12 559 | 0,1% |
| origine étrangère | 3 169 | 3 254 | 2 979 | 2 728 | 2 562 | -6,1% |
| Délivrances | 11 587 | 11 836 | 11 473 | 13 788 | 12 110 | -12,2% |
| origine française | 9 472 | 9 371 | 8 481 | 10 697 | 9 748 | -8,9% |
| origine étrangère | 2 115 | 2 465 | 2 992 | 3 091 | 2 362 | -23,6% |

▪ Les dépôts sous priorité

Le nombre des dépôts sous priorité baisse depuis 2001, le phénomène s'accroissant depuis que l'INPI ne sous-traite plus, pour ces demandes, le rapport de recherche à l'OEB et le réalise lui-même en le complétant par un avis de brevetabilité.

Loin de connaître un dépérissement, le brevet national français fait l'objet d'une utilisation accrue par les entreprises et organismes de recherche français.

La France a fait, pour le brevet national, le choix d'une procédure relativement rapide et peu onéreuse. La recherche des antériorités, à l'exception de celles concernant les demandes sous priorité, est sous-traitée à l'OEB, qui représente aujourd'hui le meilleur niveau de qualité au monde. Par un accord conclu avec l'INPI, l'OEB s'est engagé à établir, pour les demandes constituant des premiers dépôts français, les rapports de recherche dans un délai de 9 mois à compter de la date de dépôt (le délai moyen est de 6 à 7 mois). Le déposant peut donc décider en toute connaissance de cause d'étendre, ou non, sa demande au niveau européen ou au niveau international.

Certes l'INPI n'effectue pas d'examen au fond, mais le déposant français a en sa possession tous les éléments pour apprécier les chances de succès de ses procédures. Cette situation s'est encore améliorée en 2006, avec le « rapport de recherche élargi » qui contient une opinion sur la brevetabilité.

Les dépôts sous priorité – source INPI/OPI 2008

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépôts sous priorité | 2 873 | 2 637 | 2 691 | 2 518 | 2 441 | 2 201 | 1 963 |
| Dont personnes morales | 2 539 | 2 377 | 2 431 | 2 287 | 2 203 | 1 987 | 1 718 |
| françaises | 211 | 232 | 242 | 294 | 264 | 208 | 260 |
| étrangères | 2 328 | 2 145 | 2 189 | 1 993 | 1 939 | 1 779 | 1 458 |
| Dont personnes physiques | 335 | 260 | 260 | 231 | 238 | 214 | 245 |
| françaises | 193 | 140 | 157 | 151 | 139 | 120 | 141 |
| étrangères | 141 | 120 | 103 | 81 | 99 | 94 | 104 |
| Dépôts directs | 14 241 | 14 271 | 14 167 | 14 773 | 14 834 | 15 044 | 15 144 |
| Dont personnes morales | 10 698 | 10 522 | 10 781 | 11 470 | 11 742 | 12 170 | 12 501 |
| françaises | 9 781 | 9 651 | 9 950 | 10 680 | 11 017 | 11 486 | 11 826 |
| étrangères | 917 | 871 | 831 | 790 | 725 | 684 | 675 |
| Dont personnes physiques | 3 543 | 3 749 | 3 386 | 3 303 | 3 092 | 2 874 | 2 643 |
| françaises | 3 312 | 3 524 | 3 169 | 3 111 | 2 909 | 2 715 | 2 495 |
| étrangères | 231 | 225 | 217 | 192 | 183 | 159 | 148 |
| TOTAL | 17 114 | 16 908 | 16 858 | 17 291 | 17 275 | 17 245 | 17 107 |

▪ Les dépôts par des PME et des organismes à but non lucratifs

Depuis 2005, une réduction de 25% sur les principales redevances de procédure et de maintien en vigueur des brevets était accordée

- aux PME de moins de 250 salariés, dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 millions d'euros et dont le capital n'est pas détenu à plus de 25% par une entité ne remplissant pas ces premières conditions,

- aux organismes à but non lucratif (OBNL) du secteur de l'enseignement ou de la recherche.

A compter du 1^{er} mai 2008, la réduction accordée passe, dans la plupart des cas, à 50% quand elle était de 25%.

En outre, cette réduction est élargie aux PME de moins de 1 000 salariés au lieu de moins de 250.

En 2007, 2 123 (soit 12,4%) des dépôts ont ainsi fait l'objet d'une demande de réduction.

▪ Les principaux déposants

Avec un total de 6 866 brevets publiés, les 50 premiers déposants (entreprises et organismes de recherche) représentent 45,4% des demandes de brevet publiées par l'INPI en 2007. En 2006, les 50 principaux déposants représentaient 39,5% du total des brevets publiés par la voie nationale.

Le groupe PSA, constitué de Peugeot Citroën Automobiles et de Faurecia, occupe la première place de ce classement avec 921 brevets publiés en 2007 (761 en 2006). Le groupe Renault est en seconde position avec 865 brevets publiés (798 en 2006). A la troisième place du classement, le groupe l'Oréal connaît une légère baisse du nombre de brevets publiés, de 442 en 2006 à 433 en 2007.

Il faut noter que dans ce classement, à côté de grands groupes internationaux, figurent des entreprises de taille plus modeste telles que le groupe Heuliez ou Somfy ainsi que des organismes de recherche tels que le CEA (en 6^{ème} position), le CNRS (en 10^{ème} position) et l'IFP (en 15^{ème} position).

Si les principaux secteurs industriels sont représentés (cosmétique, aéronautique, télécommunications, électronique, chimie), le secteur automobile arrive nettement en tête avec quatre entreprises parmi les 20 premiers déposants, dont les deux premiers du classement et le 4^{ème}.

Les classements sont établis sur les brevets publiés et sur les brevets délivrés par la voie nationale française (et non sur les dépôts). Lorsque les déposants ont bien voulu nous communiquer les entités qu'il convenait d'agréger, nous avons procédé à la consolidation du groupe.

Dans les tableaux des pages 14 et 15, l'astérisque signifie que :

- soit les dépôts de brevets ont été effectués au nom de plusieurs entités dont les données ont été agrégées par l'INPI sur la foi des déclarations des déposants,
- soit tous les brevets ont été déposés au seul nom de la tête de groupe.

Classement des principaux déposants par la voie nationale selon le nombre de brevets publiés en 2007 - source INPI/OPI 2008

| Rang 2007 | Nom du déposant | publiés |
|-----------|-----------------------------------------------------|---------|
| 1 | GROUPE PSA(PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES + FAURECIA)* | 921 |
| 2 | GROUPE RENAULT* | 865 |
| 3 | L'OREAL* | 433 |
| 4 | GROUPE VALEO* | 375 |
| 5 | GROUPE SAFRAN* | 334 |
| 6 | COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE* | 326 |
| 7 | EADS (incluant Airbus)* | 306 |
| 8 | GROUPE FRANCE TELECOM* | 242 |
| 9 | THALES* | 200 |
| 10 | CNRS | 194 |
| 10 | GROUPE STMICROELECTRONICS* | 194 |
| 12 | ROBERT BOSCH GMBH | 181 |
| 13 | ALCATEL LUCENT* | 132 |
| 14 | GROUPE SAINT GOBAIN* | 127 |
| 15 | IFP* | 122 |
| 16 | AIR LIQUIDE* | 115 |
| 17 | GROUPE THOMSON* | 100 |
| 18 | MICHELIN* | 99 |
| 19 | DENSO CORPORATION | 97 |
| 20 | GROUPE ARKEMA* | 93 |
| 21 | GROUPE SEB* | 89 |
| 22 | COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM* | 75 |
| 23 | TREVES* | 72 |
| 24 | GROUPE RHODIA* | 70 |
| 25 | LG. PHILIPS LCD CO.,LTD. | 68 |
| 26 | ESSILOR INTERNATIONAL* | 67 |
| 27 | GROUPE AREVA* | 63 |
| 28 | SCHNEIDER ELECTRIC* | 60 |
| 29 | HEULIEZ SA* | 59 |
| 30 | CONTINENTAL (ex SIEMENS AUTOMOTIVE)* | 52 |
| 30 | SIDEL SA | 52 |
| 32 | LEGRAND* | 50 |
| 32 | SALOMON* | 50 |
| 34 | GENERAL ELECTRIC COMPANY | 48 |
| 35 | GROUPE SANOFI-AVENTIS* | 47 |
| 36 | GROUPE SIEMENS* | 44 |
| 37 | FAGORBRANDT SAS* | 43 |
| 38 | GROUPE GIAT INDUSTRIE - NEXTER* | 40 |
| 39 | GEMALTO | 38 |
| 40 | AISIN SEIKI KABUSHIKI KAISHA | 36 |
| 41 | PROMILES | 34 |
| 42 | MITSUBISHI ELECTRIC CORP | 31 |
| 43 | LES LABORATOIRES SERVIER | 29 |
| 43 | TOTAL SA | 29 |
| 43 | HUTCHINSON | 29 |
| 46 | SOMFY SAS | 28 |
| 46 | NEXANS | 28 |
| 46 | ARJO WIGGINS SA | 28 |
| 49 | WAGON SAS | 26 |
| 50 | OBERTHUR CARD SYSTEMS SA | 25 |

Classement des principaux déposants par la voie nationale selon le nombre de brevets délivrés en 2007 - source INPI/OPI 2008

| Rang 2007 | Nom du déposant | délivrés |
|-----------|-----------------------------------------------------|----------|
| 1 | GROUPE PSA(PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES + FAURECIA)* | 623 |
| 2 | GROUPE RENAULT* | 600 |
| 3 | L'OREAL* | 427 |
| 4 | GROUPE VALEO* | 307 |
| 5 | COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE* | 290 |
| 6 | GROUPE SAFRAN* | 262 |
| 7 | EADS (incluant Airbus)* | 219 |
| 8 | ROBERT BOSCH GMBH | 196 |
| 9 | CNRS | 191 |
| 10 | THALES* | 167 |
| 11 | AIR LIQUIDE* | 136 |
| 12 | GROUPE SAINT GOBAIN* | 131 |
| 13 | IFP* | 127 |
| 14 | ALCATEL LUCENT* | 111 |
| 15 | DENSO CORPORATION | 97 |
| 16 | GROUPE RHODIA* | 91 |
| 17 | GROUPE STMICROELECTRONICS* | 87 |
| 18 | GROUPE ARKEMA* | 85 |
| 19 | GROUPE SEB* | 73 |
| 20 | MICHELIN* | 70 |
| 21 | GROUPE SANOFI-AVENTIS* | 64 |
| 22 | GROUPE AREVA* | 53 |
| 22 | ESSILOR INTERNATIONAL* | 53 |
| 22 | SALOMON* | 53 |
| 25 | GROUPE SIEMENS* | 51 |
| 26 | COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM* | 50 |
| 26 | SCHNEIDER ELECTRIC* | 50 |
| 28 | mitsubishi denki kabushiki kaisha | 45 |
| 28 | LUK LAMELLEN UND KUPPLUNGSBAU BETEILIGUNGS KG | 45 |
| 30 | SIDEL SA | 43 |
| 30 | TREVES* | 43 |
| 30 | LEGRAND* | 43 |
| 30 | GROUPE FRANCE TELECOM* | 43 |
| 34 | SAMSUNG ELECTRONICS CO LTD | 42 |
| 34 | GENERAL ELECTRIC COMPANY | 42 |
| 36 | SOLVAY | 41 |
| 37 | LG. PHILIPS LCD CO.,LTD. | 39 |
| 38 | CONTINENTAL (ex SIEMENS AUTOMOTIVE)* | 37 |
| 38 | TOYOTA JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA | 37 |
| 40 | GROUPE GIAT INDUSTRIE - NEXTER* | 33 |
| 40 | HEULIEZ SA* | 33 |
| 42 | SOMFY SAS | 32 |
| 42 | HUTCHINSON | 32 |
| 44 | LES LABORATOIRES SERVIER | 29 |
| 45 | VALOIS | 28 |
| 46 | GEMALTO | 25 |
| 46 | ELECTRICITE DE FRANCE | 25 |
| 46 | WAGON SAS | 25 |
| 46 | FAGORBRANDT SAS* | 25 |
| 46 | CANON KABUSHIKI KAISHA | 25 |

▪ Le nombre de dépôts par déposants

Au total, on dénombre 6 728 déposants distincts en 2007. Seuls 17 déposants ont effectué plus de 100 dépôts. A l'inverse, trois quarts des déposants ont effectué un seul dépôt.

En cas de co-dépôt, le dépôt est compté pour chacun des co-dépôts, ce qui explique que le total des dépôts dans le tableau soit supérieur au nombre de dépôts (17 107).

Nombre de dépôts par déposant pour les dépôts par la voie nationale 2007 - source INPI/OPI 2008

| Nombre de dépôts par déposant | Dépôts | % | Dépôts | % |
|-------------------------------|--------|-------|--------|-------|
| 1 | 5 009 | 74,5% | 5 009 | 26,9% |
| 2 | 869 | 12,9% | 1 738 | 9,3% |
| 3 | 276 | 4,1% | 828 | 4,5% |
| 4 et 5 | 272 | 4,0% | 1 196 | 6,4% |
| 6 à 10 | 136 | 2,0% | 1 012 | 5,4% |
| 11 à 50 | 130 | 1,9% | 2 674 | 14,4% |
| 51 à 100 | 19 | 0,3% | 1 310 | 7,0% |
| plus de 100 | 17 | 0,3% | 4 835 | 26,0% |
| Total | 6 728 | | | |

▪ Certificats d'utilité

Toute invention brevetable peut faire l'objet d'une demande de certificat d'utilité. Un certificat d'utilité offre une protection de 6 ans à compter du dépôt de la demande et se caractérise par le fait qu'il est délivré sans rapport de recherche.

Ce type de protection s'obtient soit par demande directe, soit par transformation d'une demande de brevet. Sur 17 107 dépôts (brevets ou certificats d'utilité) en 2007, 363 sont des demandes de certificats d'utilité dont 242 sont d'origine étrangère.

Nature des dépôts – source INPI/OPI 2008

| | |
|---------|--------|
| Dépôts | 17 107 |
| dont CU | 363 |

Principales origines des dépôts de CU en 2007 (comptage fractionnaire) - source INPI/OPI 2008

| | |
|-----------|-----|
| Taiwan | 125 |
| France | 121 |
| Allemagne | 22 |
| Chine | 22 |
| Espagne | 20 |
| Italie | 12 |
| Belgique | 8 |

▪ Certificats complémentaires de protection

La durée de protection de vingt ans pour les brevets est apparue trop courte dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, en raison de l'important délai nécessaire à l'obtention des AMM (Autorisations de mise sur le marché), pour les médicaments protégés par un brevet. Il a donc été créé le Certificat complémentaire de protection (CCP) qui prend effet au terme du brevet de base et dont la durée est de cinq ans au plus. Les CCP déposés avant le 1er Janvier 1993 sont sous le régime de la loi française n° 90-510 du 25 Juin 1990; depuis 1993, c'est le règlement communautaire du 18 Juin 1992 qui s'applique.

Il est également possible, depuis le 1er janvier 1997, de procéder au dépôt de certificats complémentaires de protection pour des produits phytosanitaires.

Dépôts de CCP - source INPI/DB 2008

| Année | CCP "médicaments" | CCP "phytosanitaires" |
|-------|-------------------|-----------------------|
| 1995 | 49 | - |
| 1996 | 50 | - |
| 1997 | 41 | 94 |
| 1998 | 36 | 10 |
| 1999 | 42 | 4 |
| 2000 | 33 | 8 |
| 2001 | 50 | 6 |
| 2002 | 38 | 16 |
| 2003 | 32 | 12 |
| 2004 | 30 | 2 |
| 2005 | 45 | 3 |
| 2006 | 41 | 8 |
| 2007 | 81 | 0 |

Origine des dépôts de CCP en 2007 - source INPI/DB 2008

| Pays | Nombre de dépôts |
|-----------------|------------------|
| USA | 48 |
| Australie | 16 |
| Suisse | 6 |
| Allemagne | 4 |
| Belgique | 3 |
| France | 3 |
| Grande Bretagne | 3 |
| Japon | 3 |
| Caïman | 1 |
| Israël | 1 |
| Norvège | 1 |
| Suède | 1 |

Remarque : on compte neuf CCP avec deux déposants

▪ Les délivrances

En France, la délivrance d'un brevet intervient en fin de procédure d'examen de la demande déposée. Rappelons que les principales étapes de cette procédure sont:

- l'attribution d'une date de dépôt, après examen de la recevabilité du dossier.
- l'examen administratif et technique qui permet de vérifier que toutes les conditions sont réunies pour permettre d'une part la publication, d'autre part l'établissement du rapport de recherche.
- le rapport de recherche préliminaire qui fournit la liste des brevets et tous autres documents publiés sur "l'état de la technique" à la date du dépôt.
- la publication de la demande au Bulletin Officiel, accompagnée du rapport de recherche préliminaire, qui intervient 18 mois après le dépôt quelque soit l'état du dossier.
- dans les trois mois qui suivent la publication, toute personne peut présenter des observations sur la brevetabilité de l'invention. Le déposant peut y répondre.
- l'INPI établit alors un rapport de recherche définitif qui sera joint au brevet délivré par décision du Directeur général de l'INPI.

La délivrance intervient donc le plus souvent entre 24 et 30 mois après le dépôt. Les délivrances, peu nombreuses, qui interviennent dans un délai plus court correspondent :

- soit à des certificats d'utilité qui ne font pas l'objet d'une recherche
- soit à certaines demandes sous priorité de Belgique ou des Pays-Bas pour lesquelles le rapport de recherche, déjà réalisé par l'OEB, est fourni au moment du dépôt.

Près de 50% des brevets délivrés en 2007 l'ont été en moins de vingt-huit mois.

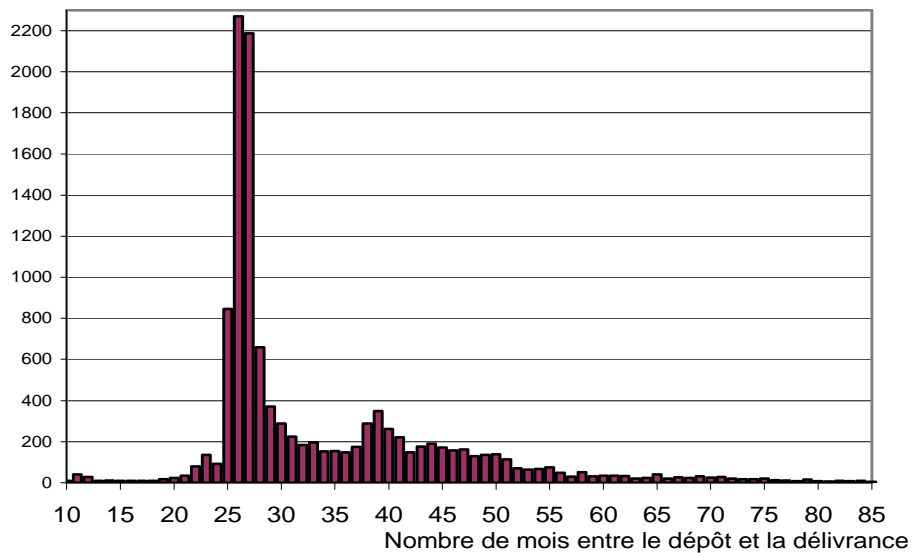
Brevets délivrés par la voie nationale de 2003 à 2007 (comptage fractionnaire sur l'origine des déposants) - source INPI/OPI 2008

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| origine française | 9 472 | 9 371 | 8 481 | 10 697 | 9 748 |
| origine étrangère | 2 101 | 2 453 | 2 988 | 3 088 | 2 362 |
| Dont : | | | | | |
| Etats-Unis | 308 | 375 | 416 | 428 | 291 |
| Allemagne | 645 | 671 | 893 | 1 000 | 641 |
| Japon | 371 | 467 | 729 | 654 | 471 |
| Royaume-Uni | 33 | 52 | 56 | 48 | 38 |
| Pays-Bas | 42 | 23 | 30 | 32 | 20 |
| Italie | 85 | 101 | 69 | 106 | 76 |
| Suisse | 69 | 97 | 82 | 138 | 122 |
| Autre pays | 548 | 667 | 713 | 682 | 703 |
| non attribuables* | 14 | 14 | 12 | 4 | 3 |
| Total | 11 587 | 11 836 | 11 473 | 13 788 | 12 116 |

*La base de données de l'Observatoire ne contient pas les années de dépôt antérieures à 1993. Il n'est donc pas possible d'indiquer l'origine pour les délivrances correspondant à des demandes déposées avant 1993.

Délais de délivrance – source INPI traitement OPI 2007

Nombre de brevets



▪ Les brevets maintenus en vigueur

On entend par «brevets maintenus en vigueur en 2007» :

- les brevets français délivrés par l'INPI pour lesquels une annuité a été payée en 2007.
- les brevets européens délivrés et validés sur le territoire français qu'ils aient ou non déjà payé une annuité à l'INPI en 2007.

Répartition des brevets en vigueur au 31.12.2007 selon l'année de priorité et la voie de délivrance – source INPI/OPI 2008

| Année de premier dépôt | Voie nationale | Voie euro-directe | Voie euro-PCT | Total voie européenne | Total |
|------------------------|----------------|-------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| 2007 | 1 | | | 0 | 1 |
| 2006 | 204 | | | 0 | 204 |
| 2005 | 6 045 | 354 | 4 | 358 | 6 403 |
| 2004 | 8 456 | 3 053 | 433 | 3 486 | 11 942 |
| 2003 | 9 038 | 6 227 | 3 566 | 9 793 | 18 831 |
| 2002 | 8 638 | 8 741 | 7 621 | 16 362 | 25 000 |
| 2001 | 7 956 | 10 453 | 11 041 | 21 494 | 29 450 |
| 2000 | 7 508 | 12 569 | 14 432 | 27 001 | 34 509 |
| 1999 | 6 567 | 13 594 | 16 358 | 29 952 | 36 519 |
| 1998 | 5 970 | 13 840 | 15 086 | 28 926 | 34 896 |
| 1997 | 5 311 | 13 890 | 13 954 | 27 844 | 33 155 |
| 1996 | 4 709 | 13 192 | 12 167 | 25 359 | 30 068 |
| 1995 | 4 011 | 11 886 | 9 776 | 21 662 | 25 673 |
| 1994 | 3 460 | 10 853 | 7 574 | 18 427 | 21 887 |
| 1993 | 3 178 | 10 226 | 5 833 | 16 059 | 19 237 |
| 1992 | 2 501 | 9 040 | 4 365 | 13 405 | 15 906 |
| 1991 | 2 195 | 8 342 | 3 235 | 11 577 | 13 772 |
| 1990 | 1 786 | 7 188 | 2 515 | 9 703 | 11 489 |
| 1989 | 1 428 | 6 559 | 1 707 | 8 266 | 9 694 |
| 1988 | 1 162 | 5 040 | 956 | 5 996 | 7 158 |
| 1987 | 386 | 3 534 | 627 | 4 161 | 4 547 |
| total | 90 510 | 168 581 | 131 250 | 299 831 | 390 341 |

Remarque : les brevets qui ont une année de priorité antérieure à 1987 (par exemple parce qu'ils font l'objet de CCP) sont réaffectés à 1987

Annexes

Remarques méthodologiques

■ Le brevet comme indicateur

Le brevet est souvent utilisé comme un indicateur de l'innovation, afin de comparer entre elles les performances de pays, de régions, de firmes ou de secteurs technologiques. Les données sur les brevets présentent en effet l'avantage d'être, sous certaines conditions, des données publiques facilement accessibles à un niveau fin (celui de la demande de brevet, qui indique notamment le domaine technologique concerné et la localisation géographique des inventeurs), tandis que les données sur les dépenses de R-D sont confidentielles au niveau de l'entreprise et ne peuvent être appréhendées que de manière agrégée.

■ Les indicateurs de brevet comportent cependant plusieurs défauts ou limites :

Les comptages mettent sur le même plan toutes les demandes de brevet, alors que la dispersion de leur valeur économique est très grande. Dans la pratique, la demande de brevet est déposée à un moment où le potentiel économique de l'invention reste, le plus souvent, très incertain : le marché potentiel du produit ou du procédé concerné est mal défini et le développement lui-même, encore inabouti, comporte des incertitudes techniques et économiques. La demande de brevet est donc, pour l'entreprise, un pari sur l'avenir, une option sur ce potentiel économique : la plupart des demandes se révèlent ultérieurement être de peu de valeur.

Le brevet n'est pas le seul moyen d'appropriation de la rente liée à l'innovation. De plus, la propension à breveter est fortement dépendante des secteurs industriels et des domaines technologiques.

En outre l'interprétation des indicateurs est souvent délicate :

D'autres facteurs que l'innovation influencent le nombre des dépôts : la conjoncture économique, l'internationalisation croissante de l'économie, la mise en place de procédures internationales plus simples (en particulier le PCT), l'évolution du droit des brevets et, bien entendu, la sensibilisation plus ou moins grande des entreprises de tel ou tel pays aux enjeux de la propriété industrielle.

Les systèmes nationaux ou « régionaux » de brevet sont très hétérogènes du point de vue des procédures et de certains aspects du droit, ce qui rend les comparaisons internationales très difficiles.

■ Comment comparer les résultats de différents pays en matière de brevets ?

Si l'on garde présents à l'esprit ces inconvénients et les possibles distorsions induites par les indicateurs de brevet, ceux-ci peuvent quand même être utilisés pour comparer la position de différents pays.

Les comparaisons faites dans un système national ou dans un système « régional » (par exemple le système européen géré par l'OEB) avantagent les ressortissants de ce pays ou de cette région du monde, qui se protègent d'abord dans leur espace économique « naturel ». On préférera donc comparer les pays entre eux sur la base de statistiques qui les traitent sur un pied d'égalité. On comparera ainsi l'Union européenne aux Etats-Unis ou au Japon sur la base des brevets « triadiques ». Pour comparer la France à l'Allemagne ou au Royaume-Uni, on peut utiliser le système européen, mais aussi le système américain.

Pour mieux coller à l'innovation, à chaque fois que c'est possible on veille à replacer les demandes à leur année de priorité et à utiliser le critère de la résidence des inventeurs pour qualifier la nationalité. Ce dernier point est essentiel. En effet il est fréquent que, pour diverses raisons (organisation, simplicité de gestion, fiscalité, etc.), la résidence du déposant telle qu'elle apparaît sur la demande de brevet soit différente du lieu de l'invention. Elle correspond au siège social de l'entreprise titulaire du droit à la date du dépôt. Les statistiques reposant sur le critère de la résidence du déposant attribuent ainsi systématiquement aux Pays-Bas ou à la Finlande des demandes de brevets effectuées respectivement par Philips ou Nokia alors que souvent les inventeurs travaillent et résident, non pas dans le pays où se trouve la société mère, mais dans une filiale située dans un autre pays.

■ Les brevets triadiques

Une famille de brevets correspond à des demandes ayant pour origine le même premier dépôt et déposées auprès de plusieurs Offices pour protéger la même invention. On parle de famille « triadique » lorsque la famille comprend des demandes faites auprès des 3 grands Offices : européen (OEB), américain (USPTO) et japonais.

Les brevets triadiques correspondent donc à des brevets de valeur supérieure à la moyenne. Cependant ils introduisent un biais mal connu. Dans le domaine automobile, par exemple, relativement peu de brevets sont déposés à la fois dans les systèmes européen, américain et japonais, ce qui ne signifie pas que les inventions concernées soient de peu de valeur. En Europe, les constructeurs et équipementiers automobiles ne déposent pas certaines inventions auprès de l'OEB car, pour bloquer la concurrence en Europe, des brevets nationaux sur les principaux marchés (Allemagne, Royaume-Uni, France et éventuellement Italie ou Espagne) suffisent. En outre le marché américain a certaines spécificités (pas de Diesel, ni de boîtes de vitesse non automatiques) qui font que certains développements ne donnent pas lieu à des dépôts auprès de l'USPTO.

■ Les brevets européens

Dans le système européen, une proportion importante des demandes euro-PCT (demandes PCT désignant l'OEB) sont abandonnées avant d'entrer en « phase régionale » (requête en délivrance d'un brevet européen). Environ 35% des demandes internationales euro-PCT déposées avant le 1^{er} janvier 2002 ont été abandonnées pendant la phase internationale (Source : OEB, Suivi statistique 2006).

La voie PCT est en effet devenue, pour beaucoup de déposants, le moyen privilégié de déposer à l'étranger. En effet l'intérêt de la voie PCT, outre sa simplicité (une demande unique), réside dans la possibilité de viser a priori un grand nombre de pays tout en retardant le moment où ces options seront (ou non) effectivement confirmées par le paiement des taxes propres à chaque pays. Les dépôts à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) connaissent une croissance très forte depuis la mise en place du système PCT en 1978. Il faut y voir d'abord l'effet du phénomène de mondialisation, mais la croissance des dépôts a été également stimulée par un flux constant d'adhésions de nouveaux Etats membres et par les décisions successives de réduction des taxes de désignation, finalement supprimées en 2004. Beaucoup des demandes PCT sont donc des demandes « virtuelles », en ce sens que la demande n'a qu'une probabilité faible d'entrer en phase nationale dans nombre des pays désignés. La procédure PCT allonge les délais de délivrance, ce qui constitue précisément son intérêt aux yeux de nombre de déposants, et elle ajoute ses coûts propres. Mais elle permet au déposant de confirmer ou non les désignations initiales sur la base d'une meilleure appréciation de la concurrence, des marchés et de la valeur économique de la demande de brevet.

On préfère donc, pour comparer la France à l'Allemagne ou au Royaume-Uni dans le système du brevet européen, ne prendre en compte que les demandes euro-directes et, pour les demandes PCT, seulement celles qui entrent en « phase régionale », témoignant donc d'une volonté d'obtenir le brevet européen.